

Réunion préparatoire

A quoi sert le Sommet de l'information ?

En décembre prochain se tiendra, à Genève, le premier «Sommet mondial sur la société de l'information» (SMSI). En attendant cette date, la cité de Calvin se prépare à accueillir la 2^{ème} réunion préparatoire (PrépCom 2) de cette conférence internationale. L'ambassadeur Daniel Stauffacher en sera le maître de cérémonie. Interview.

Propos recueillis par Robert HACCOUN

Pourquoi l'organisation d'un tel sommet?

Nous sommes partis d'une constatation faite par l'Union internationale des télécommunications (UIT), selon laquelle le monde compte quelque 500 millions d'internautes dont 80% vivent dans les pays développés. Ainsi, si deux personnes sur cinq dans le Nord peuvent aujourd'hui facilement accéder au cyberspace, le taux tombe brutalement à un sur cinquante dans les zones en voie de développement. Cette situation est insupportable, surtout à l'heure où l'humanité, en pleine phase de transition, passe de la société industrielle à celle de l'information. Ce sommet a donc pour objectif de débattre de la «fracture numérique» séparant les «info-riches» des «info-pauvres», des applications des technologies de l'information, le tout dans le sens du développement social, économique et culturel de la planète. L'enjeu est d'une importance capitale.

Que répondez-vous à ceux qui craignent que ce sommet ne se transforme en une simple réunion technique?

Je leur répons que cela ne sera pas le cas, que cela ne pourra pas être le cas. En fait, le SMSI sera l'occasion de poser les bases d'une véritable réflexion sur des sujets de préoccupation prioritaire pour la communauté internationale : la fracture numérique, mentionnée plus haut, la diversité culturelle et le multilinguisme dans le cyberspace. De plus, le SMSI examinera les possibilités offertes par les nouvelles technologies pour le développement économique, social et culturel dans différents domaines tel que la santé, le commerce, ... C'est un formidable défi qui ne pourra pas être relevé par les seules entités gouvernementales et intergouvernementales. Il faudra impérativement associer le secteur privé - à savoir les principaux acteurs économiques - et les différents acteurs sociaux qui forment la société civile.

En attendant décembre prochain, vous travaillez à l'organisation de

la séance de préparation, «PrepCom 2». Quel est son objectif et quel en sera le contenu?

Cette conférence a essentiellement pour objectif d'entamer la préparation des deux textes que le sommet est censé adopter, soit la Déclaration et le plan d'action, en s'appuyant sur les très nombreuses consultations de ces derniers mois. «PrepCom 2» donnera l'occasion à son président, Adama Samassékou, ancien ministre malien de l'éducation, de présenter un document dit «d'orientation» qui sera soumis à l'examen des Etats et de toutes les autres parties prenantes. Une fois amendé, celui-ci devrait constituer les bases des textes susmentionnés qui seront proposés à la signature des chefs d'Etat et de gouvernements qui se rencontreront en décembre 2003.

Vous êtes conscient qu'organiser ce genre de réunion dans le contexte international actuel ne sera pas une sinécure. Dès lors, quelles sont, selon vous, les conditions de réussite du sommet?

Je suis, bien entendu, tout à fait conscient de la difficulté de la tâche et du fait que le succès de cette entreprise est tributaire des aléas de la situation internationale. Il est vrai que c'est cette dernière qui conditionnera la mobilisation, ou non, de tous les corps concernés. Hormis cet aspect des choses, force est de constater qu'il existe une certaine lassitude devant ce type de rencontres internationales, une fatigue de ces «grandes messes» organisées par le système onusien qui, trop souvent, se limitent à des déclarations d'intention et dont le coût en argent et en temps est perçu par beaucoup comme étant inversement proportionnel aux résultats obtenus. Cependant, nous devons tout faire pour en assurer le succès. La première des conditions consiste à nous assurer de la présence de chefs d'Etat, ou de gouvernements, de grands chefs d'entreprises et de leaders d'opinion représentatifs de la société civile, tant il est vrai que ces derniers sont à même de rehausser la valeur des documents qui seront signés à Genève. De plus, nous devons élaborer un plan d'action contenant des propositions concrètes dont la mise en oeuvre devrait contribuer à la création d'une société de l'information ouverte à tous, où le partage de la connaissance deviendra la règle et non l'exception.



«Aider au développement de l'information dans les pays Sud», relève Daniel Stauffacher. (Photo P.Bitz)